

Brochure n° 3026

Convention collective nationale

IDCC : 1436. – **SUCRERIES,
SUCRERIES-DISTILLERIES,
RAFFINERIES DE SUCRE**
(5^e édition. – Janvier 2004)

AVENANT N° 1 DU 26 OCTOBRE 2005
À L'ACCORD DU 14 JUIN 2005 RELATIF À L'EMPLOI

NOR : *ASET0551311M*

IDCC : *1436*

Entre :

Le syndicat national des fabricants de sucre de France (SNFS) ;

La chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France (CSRCSF),

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et allumettes, des services annexes (FGTA) FO ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération du personnel d'encadrement de la production, de la transformation, de la distribution et des services et organismes agroalimentaires et des cuirs et peaux (FAA) CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Cet avenant a pour objet de déterminer le champ d'application du protocole d'accord relatif à l'emploi en date du 14 juin 2005.

Article 1^{er}

Champ d'application

L'accord ci-dessus référencé est applicable entre :

- d'une part, les employeurs membres du syndicat national des fabricants de sucre de France et les employeurs membres de la chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France (CSRF) ;
- d'autre part, les salariés (ouvriers, employés, agents techniques, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres) occupés dans les sucreries, sucreries-distilleries et raffineries de sucre établies sur le territoire métropolitain.

Il s'applique également aux salariés occupés dans les établissements annexés aux entreprises visées ci-dessus et ayant un caractère nettement secondaire par rapport à l'objet principal de l'activité de l'entreprise.

Il ne s'applique pas au personnel relevant des exploitations agricoles des sucreries et sucreries-distilleries.

Publicité de l'accord :

Le présent accord sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et au greffe du conseil de prud'hommes.

Fait à Paris, le 26 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)